

Brochure n° 3258

Convention collective nationale

BÂTIMENT

IDCC : 1597. – **Ouvriers**
(Entreprises occupant plus de 10 salariés)

ACCORD DU 23 OCTOBRE 2012
RELATIF AUX INDEMNITÉS DE PETITS DÉPLACEMENTS ET D'OUTILLAGE
AU 1^{ER} JANVIER 2013
(CHAMPAGNE-ARDENNE)

NOR : ASET1350071M
IDCC : 1597

Entre :

La FFB Champagne-Ardenne ;
La CAPEB Champagne-Ardenne ;
La FFIE Champagne-Ardenne ;
La fédération Nord des SCOP du BTP,

D'une part, et

L'UR BTP CFTC ;
La SFR CGT-FO BTP ;
L'UR CFE-CGC BTP,

D'autre part,

Vu la convention collective régionale du 14 juin 2006, dans ses articles 2.6 « Indemnité de petits déplacements », 2.3 « Prime pour travaux occasionnels » et 2.4 « Outillage »,
il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

En application du titre VIII, chapitre I^{er}, de la convention collective nationale du bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (c'est-à-dire occupant plus de 10 salariés), les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies le 23 octobre 2012. Il a été convenu ce qui suit, applicable au 1^{er} janvier 2013.

(En euros.)

ZONE	INDEMNITÉ TRANSPORT	INDEMNITÉ TRAJET
1A (0 à 5 km)	1,46	1,12
1B (5 à 10 km)	2,16	1,72

ZONE	INDEMNITÉ TRANSPORT	INDEMNITÉ TRAJET
2 (10 à 20 km)	3,94	2,87
3 (20 à 30 km)	6,28	4,17
4 (30 à 40 km)	8,14	5,15
5 (40 à 50 km)	10,14	7,60

Indemnité de repas : 9,10 €.

L'indemnité de repas est due quelle que soit la zone, dans les conditions prévues à l'article 2.6.5 de la convention collective régionale.

Article 2

Il est également convenu ce qui suit au 1^{er} janvier 2013 :

- prime d'outillage : 8,80 € par mois ;
- prime horaire pour travaux occasionnels : 0,85 €/heure.

Article 3

Le présent accord sera effectif au 1^{er} janvier 2013.

Les parties signataires s'engagent à se rencontrer au moins une fois par an pour étudier les revalorisations des différentes indemnités et primes prévues aux articles 1^{er} et 2 dudit accord.

Article 4

Le présent accord, rédigé en 10 exemplaires, sera déposé à la direction des relations du travail du ministère du travail et remis au secrétariat du greffe du conseil de prud'hommes de Reims, conformément aux textes législatifs et réglementaires en vigueur.

Fait à Reims, le 23 octobre 2012.

(Suivent les signatures.)